

DÉLIBÉRATION N° CA 18-07 DU 12 JANVIER 2018

relative au budget initial 2018

Le conseil d'administration de l'agence de l'eau Seine-Normandie,

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le dossier de la réunion du conseil d'administration du 12 janvier 2018.

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Le conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires suivantes :

- 404,8 ETPT sous plafond et 3,9 ETPT hors plafond
- 818 701 497 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 30 693 309 € personnel
 - 14 269 014 € fonctionnement
 - 768 522 392 € intervention
 - 5 216 782 € investissement
- 742 893 778 € de crédits de paiement dont :
 - 30 693 309 € personnel
 - 14 497 695 € fonctionnement
 - 691 892 392 € intervention
 - 5 810 382 € investissement
- 749 435 650 € de prévisions de recettes
- 6 541 872 € de solde budgétaire

Article 2 :

Le conseil d'administration approuve les prévisions budgétaires suivantes :

- - 94 251 777 € de variation de trésorerie
- - 3 318 396 € de résultat patrimonial
- + 11 031 604 € de capacité d'autofinancement
- - 95 512 427 € de variation de fonds de roulement.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

La Secrétaire du conseil d'administration
Directrice générale de l'agence
de l'eau Seine-Normandie



Patricia BLANC

Le Président
du conseil d'administration



Michel CADOT

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois - BI 2018

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP	392,1	6,0	398,1
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	404,8	3,9	408,7

NB : Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME				EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI			TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISÉS PAR LA LFI		masse salariale		ETPT	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale
EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3)	392,1	404,8	30 608 985,34		6,00	3,86	84 323,66	398,1	408,66	30 693 309,00
1 - TITULAIRES	0	0	0,00		0,00	0,00	0,00	0	0	0
* Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et <u>actes de gestion</u> , dont <u>CAP</u> , déconcentrés dans l'organisme)	0	0	0,00		0,00	0,00	0,00	0	0	0
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0	0,00		0,00	0,00	0,00	0	0	0
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0,00		0,00	0,00	0,00	0	0	0
Titulaires État détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0,00		0,00	0,00	0,00	0	0	0
Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0,00		0,00	0,00	0,00	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0,00		0,00	0,00	0,00			
Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0	0	0,00		0,00	0,00	0,00			
Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes remboursées	0	0	0,00		0,00	0,00	0,00			
2 - NON TITULAIRES	392,1	404,8	30 608 985,34		0,00	0,00	0,00	392,1	404,8	30 608 985,34
* Non titulaires de droit public	392,1	404,8	30 608 985,34		0,00	0,00	0,00	392,1	404,8	30 608 985,34
- en fonction dans l'organisme :	392,1	404,8	30 608 985,34		0,00	0,00	0,00	392,1	404,8	30 608 985,34

Contractuels sous statut :	345,6	362,28	26 862 445,53	0,00	0,00	26 862 445,53
oCDI	345,6	352,49	26 097 220,90	0,00	0,00	26 097 220,90
oCDD	0	9,79	765 224,63	0,00	0,00	765 224,63
Contractuels hors statut :	0	0	0,00	0,00	0,00	0
oCDI	0	0	0,00	0,00	0,00	0
oCDD	0	0	0,00	0,00	0,00	0
Titulaires État délégués sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	42,5	42,52	3 746 539,81	0,00	0,00	3 746 539,81
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	0	0	
Employes et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	
Employes et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	
* Non titulaires de droit privé	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	0	0	0
oCDI	0	0	0	0	0	0
oCDD	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale	0	0	0	0	0	0
Employes et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0
Employes et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	0
3 - CONTRATS AIDES (apprentis)				6	3,86	84 323,66
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (4 + 5)						
4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT						
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)						0
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)						0
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)						0
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)						0
5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES						
* Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur						0
* Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur						0,00

100

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D) = C - B)		94 169 312	105 759 281	6 541 872
---	--	------------	-------------	-----------

-	-	0	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)
---	---	---	---

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	RECETTES						
	Recettes globales			Recettes fiscales			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'EUE publiques fiscales	Recettes propres fiscales
			BR2017 BI 2018		BR2017 BI 2018		
Recettes budgétaires	-	-	796 824 000 747 355 650		2 080 000 2 980 000		BR 2017 BI 2018
TOTAL	-	-	47 346 680	0	2 980 000	0	797 904 000 749 436 650
						SOLDE BUDGETAIRE (diffé) D2 = B - C	

Tableau des recettes par origine (facultatif)

TABEAU 4
Equilibre financier - Budget initial 2018

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT

BESOINS				FINANCEMENTS			
	Exécution CF 2016	BR 2017	BI 2018		BR 2017	BI 2018	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*			-		105 759 281	6 541 872	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital)	12 652 960	12 990 795	13 337 649			0	Nouveaux emprunts (capital)
Avances sur travaux	153 827 887	136 000 000	162 100 000		138 900 000	141 600 000	Remboursement des avances sur travaux (flux en retour)
Versement prêts	375	6 000	6 000		150 000	150 000	Remboursement prêts
Versement dépôts et cautionnement		0	0			0	Remboursement des dépôts et cautionnements
Total (b1) Opérations non budgétaires (décaissables)	166 481 222	148 996 795	175 443 649		139 050 000	141 750 000	Total (b2) Opérations non budgétaires (encaissables)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**			-			-	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	58 152 838	58 152 838	67 100 000				Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Ecart lié à l'approximation de la méthode transitoire de production des états GBCP en exécution							
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2-(b1)+(c1)+(e1)	224 634 060	207 149 633	242 543 649		244 809 281	148 291 872	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1-(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (l)= (2) - (1)	11 249 284	37 659 648	0		0	94 251 777	PRLEVEMENT de la trésorerie (l)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***			-		-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	11 249 284	37 659 648	0		0	94 251 777	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (l)	235 883 344	244 809 281	242 543 649		244 809 281	242 543 649	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (l)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers - Budget initial 2018

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
Opération 1	C 4...	L'AESN NE GERE PAS D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		
	C 4...			
Opération 2	C 4...			
	C 4...			
Opération ...	C 4...			
	C 4...			
TOTAL			-	-

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale - Budget initial 2018

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Exécution CF 2016	BR 2017	BI 2018	PRODUITS	Exécution CF 2016	BR 2017	BI 2018
Personnel	28 674 679	28 293 839	27 993 400	Subventions de l'Etat	799 868 300	799 079 000	757 735 000
dont charges de pensions créées*				Fiscality affectée			
	759 193	715 844	708 228				
Fonctionnement autre que les charges de personnel	92 742 236	120 665 603	165 139 596	Autres subventions	8 888 097	3 980 000	3 980 000
Intervention (le cas échéant)	596 078 325	592 700 000	571 500 000	Autres produits		799 659 000	761 315 000
TOTAL DES CHARGES (1)	717 493 242	701 669 442	764 633 396	TOTAL DES PRODUITS (2)	799 868 300	799 659 000	761 315 000
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	82 415 058	97 669 558	0	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0	0	3 318 396
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	799 868 300	799 659 000	764 633 396	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	799 868 300	799 659 000	764 633 396

* s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Exécution CF 2016	BR 2017	BI 2018
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	82 415 058	97 669 558	-3 318 396
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	11 015 052	14 400 000	14 400 000
+ reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-3 644 110	0	0
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	99 509	10 000	10 000
+ produits de cession d'éléments d'actifs	-800 000	-60 000	-60 000
- quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice	-1 374		
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	89 084 135	112 019 558	11 031 604

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Exécution CF 2016	BR 2017	BI 2018	RESSOURCES	Exécution CF 2016	BR 2017	BI 2018
Insuffisance d'autofinancement	0	0	0	Capacité d'autofinancement	89 084 135	112 019 558	11 031 604
				Valorisation des capitaux propres	7 614 548		
Investissements immobiliers	2 779 678	7 305 272	5 810 382	Financement de l'Etat par l'Etat			
Autres investissements	375	6 000	6 000	Financement de l'Etat par des tiers autres que l'Etat			
Autres investissements	156 517 833	136 000 000	162 100 000	Autres ressources	150 637 401	139 110 000	141 810 000
Investissement (versements avances sur travaux)	12 652 960	12 990 705	13 337 649	Augmentation des dettes financières	247 596 084	251 129 558	152 841 604
Remboursement des dettes financières	171 950 846	156 302 072	181 254 031	TOTAL DES RESSOURCES (6)	0	0	28 412 427
TOTAL DES EMPLOIS (5)	75 645 238	94 827 486	0	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)			
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)							

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Exécution CF 2016	BR 2017	BI 2018
Variation du FONDS DE ROULEMENT - APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)**	75 645 238	94 827 486	-28 412 427
Prélèvement de l'Etat sur fond de roulement**	-58 152 838	-57 152 838	-57 152 838
Variation du FONDS DE ROULEMENT - APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	17 492 400	36 674 648	-95 512 427
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	6 243 115	-984 999	-1 260 650
Variation de la TRESORERIE - ABONDEMENT (1) ou PRELEVEMENT (11)*	11 249 285	37 659 648	-94 251 777
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	179 092 762	215 787 410	120 254 983
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	116 532 327	115 547 328	114 286 678
Niveau de la TRESORERIE	62 560 435	100 220 083	5 968 305

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABEAU 7
Plan de trésorerie - Budget initial 2018

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	100,22	114,97	90,53	80,50	83,26	49,34	75,18	4,85	55,98	36,11	56,23	0,42	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	41,14	50,47	53,70	58,91	14,28	108,63	58,98	88,57	64,20	70,59	79,39	60,57	749,44
Subvention pour charges de service public													
Autres financements de l'Etat													
Ressources fiscales**	40,93	50,30	53,54	58,74	14,12	108,46	58,82	88,40	64,03	70,43	79,23	60,36	747,36
Autres financements publics													
Recettes propres	0,21	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,21	2,08
Recettes budgétaires fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financements de l'Etat fléchés													
Autres financements publics fléchés													
Autres recettes fléchées													
Opérations non budgétaires	7,09	8,51	11,34	9,92	11,34	9,92	12,76	15,59	12,76	15,59	15,59	11,34	141,75
Emprunts : encaissements en capital													
Prêts : encaissement en capital	7,09	8,51	11,34	9,92	11,34	9,92	12,76	15,59	12,76	15,59	15,59	11,34	141,75
Dépôts et cautionnements													
Opérations gérées en comptes de tiers :	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- TVA encaissée													
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements													
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													
A. TOTAL	48,22	58,97	65,04	68,83	25,62	118,55	71,74	104,16	76,96	86,19	94,98	71,91	891,19
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	26,99	70,44	60,49	51,48	46,58	56,37	127,48	41,68	82,24	51,48	85,99	41,68	742,89
Personnel	2,56	2,56	2,56	2,56	2,56	2,56	2,56	2,56	2,56	2,56	2,56	2,56	30,69
Fonctionnement	1,21	1,21	1,21	1,21	1,21	1,21	1,21	1,21	1,21	1,21	1,21	1,21	14,50
Intervention	22,74	66,19	56,23	47,22	42,33	52,12	123,23	37,43	77,99	47,22	81,74	37,43	691,89
Investissement	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	5,81
Dépenses liées à des recettes fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel													
Fonctionnement													
Intervention													
Investissement													
Opérations non budgétaires	6,48	12,97	14,59	14,59	12,97	36,34	14,59	11,35	14,59	14,59	64,80	24,69	242,54
Emprunts : remboursements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,34	13,34
Prêts : décaissements en capital (avances sur travaux, prêt personnel)	6,48	12,97	14,59	14,59	12,97	16,21	14,59	11,35	14,59	14,59	17,83	11,35	162,11
Dépôts et cautionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prélèvement de l'Etat						20,13					46,97		67,10
Opérations gérées en comptes de tiers :	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- TVA décaissée													
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements													
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													
B. TOTAL	33,48	33,41	75,07	66,06	59,55	92,71	142,07	53,03	96,83	66,06	150,80	66,37	985,44
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	14,75	-24,44	-10,03	2,76	-33,92	-25,84	-70,33	51,13	-19,87	-20,12	-55,81	5,55	(1) ou (1)*
SOLDE CUMULE (1) * (2)	114,37	90,53	80,50	83,26	49,34	75,18	4,85	55,98	36,11	56,23	0,42	5,97	-94,25

* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées - Budget initial 2018

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					
Recettes fléchées (b)	-	-	-	-	-
Financements de l'État fléchés					
Autres financements publics fléchés					
Recettes propres fléchées					
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	-	-	-	-	-
Personnel					
AE=CP					
Fonctionnement					
L'AESN NE GERE PAS DE RECETTES FLECHÉES					
Investissement					
AE					
CP					
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	-	-	-	-	-

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)					
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice	-	-	-	-	-
(a) + (b) - (c) + (d) - (e)					

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles par nature - prévision - Budget Initial 2018

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A. - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision BI 2018										Prévision N+1 et suivantes					
			AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP reprogrammées ou reportées en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2		
2013	Personnel	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
	Fonctionnement		35	33			34	34	33			0						
	Intervention		16	32			0	0	33	32			0					
	Investissement		812	728	14		728	878	14				0					
2014	Total Op.1	0	963	893	0		963	963	16			0	0	0	0	0	0	0
	Personnel		33	32			0	33	32			0						
	Fonctionnement		118	111			0	111	111			0						
	Intervention		784	759			0	867	844			0						
2015	Total Op.2	0	1434	910	0		1434	1434	15			0	0	0	0	0	0	0
	Personnel		34	33			0	33	32			0						
	Fonctionnement		50	82			0	50	82			0						
	Intervention		780	759			0	756	782			0						
2016	Total Op.3	0	320	888	0		320	888	15			0	0	0	0	0	0	0
	Personnel		18	15			0	18	15			0						
	Fonctionnement		16	12			0	16	12			0						
	Intervention		753	705			0	656	656			0						
2017	Total Op.4	0	809	753	0		809	712	8			0	0	0	0	0	0	0
	Personnel		18	16			0	18	16			0						
	Fonctionnement		16	12			0	16	12			0						
	Intervention		704	629			0	629	629			0						
2018	Total Op.5	0	759	0	0		759	682	7			0	0	0	0	0	0	0
	Personnel		31	31			0	31	31			0						
	Fonctionnement		15	15			0	15	15			0						
	Intervention		769	769			0	769	692			0						
2019	Total Op.6	0	0	0	0		0	619	6			743	743	6	6	6	6	6
	Personnel		163	128			0	163	128			31	31					
	Fonctionnement		258	237			0	258	238			0	0					
	Intervention		3 832	2 850			0	3 832	3 156			0	0					
TOTAL	Total Op.7	0	4 319	3 363	0		4 319	4 289	3 569			743	743	6	6	6	6	6
	Personnel		702	622			0	702	622			0	0					
	Fonctionnement		891	811			0	891	811			0	0					
	Intervention		689	649			0	689	649			0	0					

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant, présente avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B. - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision Financement de l'opération (18)	Prévision BI 2018		Prévisions en N+1 et suivantes		
			Encaissements des années antérieures à N (19)	Encaissement prévu en N (2)	Encaissements prévus en N+1 (21)	Encaissements prévus en N+2 (22)	Encaissements prévus > N+2 (23)
2013	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**		501				
	Autres financements***		904	0			
	Total Op.1	0					
2014	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***		970	0			
	Total Op.2	0	970	0			
2015	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***		546	0			
	Total Op.3	0	946	0			
2016	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***		759	0			
	Total Op.4	0	799	0			
2017	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***		768	0			
	Total Op.5	0	748	0			
2018	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***		749	700	700		
	Total Op.6	0	0	700	700		
Ss total financement de l'Etat		0	0	0	0	0	
Ss total autres financements publics		0	0	0	0	0	
Ss total autres financements		0	4 337	700	700	0	
TOTAL		0	4 337	700	700	0	

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Recettes fiscales, autres financements de l'Etat, autres financements de l'Etat fléchés

*** Recettes propres et autres recettes fléchées

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable - Budget initial 2018

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	BI 2018 967 238 190
	2	Niveau initial du fonds de roulement	215 767 410
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	115 547 328
	4	Niveau initial de la trésorerie	100 220 083
Flux de l'année	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	100 220 083
	5	Autorisations d'engagement net des dégage­ments	764 001 497
	5.a	Autorisations d'engagement	818 701 497
Stocks finaux	5.b	Dégagements	-54 700 000
	6	Résultat patrimonial	-3 318 396
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	11 031 604
	8	Variation du fonds de roulement	-95 512 427
	9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	-100 793 649
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS + / -
		Variation des stocks	-
		Charges sur créances irrécouvrables et charges non décaissables	-13 140 000
		Produits divers de gestion courante	12 240 000
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS -360 650
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	6 541 872
	13	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	100 793 649
	14	Variation de la trésorerie = 12 - 13	-94 251 777
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-94 251 777
	15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	-1 260 649
	16	Variation de restes à payer	21 107 719
	17	Niveau final de restes à payer	988 345 909
	18	Niveau final du fonds de roulement	120 254 983
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	114 286 678
	20	Niveau final de la trésorerie	5 968 305
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	0
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	5 968 305
Comptabilité budgétaire			
Comptabilité générale			

TABLEAU
Annexe Immobilière

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Opérateur		Réunion de l'organe délibérant du 14/11/2017		
Données physiques issues du RT				
Note de complétude OAD				
Nombre de bâtiments occupés	7	275/275	7	Dernières données connues
dont biens propres	X			
dont biens domaniaux	X			
dont prises à bail	X			
dont autres mises à disposition (ex. collectivités territoriales)	X			
Surface totale occupée (m² - SUB)	X			
dont biens propres	X			
dont biens domaniaux	X			
dont prises à bail	X			
dont autres mises à disposition (ex. collectivités territoriales)	X			
Ratio m² SUB / poste de travail (*)	X			
Dépenses de fonctionnement à l'€ près				
Redevances de crédit bail immobilier (*)	6125			Dernier BR 2017
Locations immobilières (*)	6132	111 244	109 240	0
Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)	6132-6136	274 907	187 323	109 240
Produits de cession d'immobilisations corporelles à l'€ près				
dont biens propres	756	0	0	
dont biens domaniaux	756	0	0	
(*) Les données sont disponibles à la suite dans le système d'informations des opérateurs de l'Etat (SI OPE)				

(*) Les données sont disponibles à la suite dans le système d'information des opérateurs de l'Etat (SI OPE)

Commentaires portant sur la stratégie immobilière de l'établissement :

(maintien sur l'achèvement des opérations prévues dans le SPS, le verse des réserves d le DIF ou du CIE, les économies réalisées ou programmées, ...)

Le projet de SPS de l'Agence est élaboré et est actuellement dans sa 1ère phase de consultation. Le ministère est appelé à émettre des observations sur celui-ci.
Pour rappel, l'Agence propose les orientations suivantes dans son SPS 2016-2020 :
- Le maintien sur son site de Nanterre qui est économiquement pertinent avec la réalisation de travaux structurants visant à la mise aux normes du bâtiment et à l'issue de ces travaux, la mise en location d'au moins un étage ½ afin de compenser la baisse de ses effectifs.
- La vente du site d'Houffleur et l'intégration de ses agents (5) sur le site d'Hérouville Saint Clair, permettant de compenser, sur ce site, la baisse à venir des effectifs.
- Le maintien de ses cinq autres implantations territoriales compte tenu de l'importance pour l'établissement de garder un ancrage territorial fort face aux nouveaux acteurs de l'eau.
- La densification, lorsque c'est possible, de ses autres sites de province en se rapprochant des ratios de l'Etat et le remplacement de ses postes vacants par de nouveaux locataires pour compenser les baisses prévisibles des effectifs tout en essayant de mener une cohérence dans les structures accueillies par rapport à des centres d'intérêt croisés (ASTEE, CFE, CEN, AFB). Dans cet esprit, le site de Châlons-en-Champagne devrait accueillir quinze locaux issus des brigades de l'AFB et de l'ONCFS d'ici l'année prochaine.

Parallèlement, l'Agence porte auprès de la conférence nationale de l'immobilier public (CNIP) le projet de rénovation du site de Nanterre, suivant les directives de la DAFI du ministère chargé de l'écologie. La réunion de présentation est prévue le 9 novembre prochain. Pour mémoire, le projet de rénovation du siège porté devant la CNIP est économiquement pertinent en raison de la mise en location d'un étage et demi du site de Nanterre qui permet d'atteindre le montant des investissements initiaux, soit 16,5 millions d'€ TTC auquel il faut ajouter le coût d'un démenagement du personnel et une location provisoire pendant la durée des travaux.

Dans le cadre du budget 2018, la 1ère phase de l'opération de travaux, à savoir la rédaction d'un programme détaillé des travaux avec l'engagement, en tant que de besoin, d'études de diagnostic, est budgétée à hauteur de 100K€. D'autres actions sont prévues sur Nanterre comme le remplacement des logiciels anti-intrusion et contrôle des accès qui sont obsolètes.
Les travaux thermie et acoustiques sur le site de Rouen, budgétés initialement en 2017 à hauteur de 965K€, sont reportés en 2018, les études de maîtrise d'œuvre ayant duré plus longtemps que prévu. A noter que le périmètre des travaux et donc l'enveloppe financière n'est pas valide en interne à ce jour. Pour le site de Caen où les travaux prévus à

ANNEXE IMMOBILIÈRE - FICHE DE MÉTHODE

A la suite de la production d'un projet de schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) par chaque opérateur de l'État puis à son approbation, avec ou sans réserves, par la Direction de l'Immobilier de l'État, il a été demandé, par le ministre chargé du domaine, de s'assurer de la mise en œuvre effective des projets de SPSI ainsi validés.

Pour ce faire, il a été décidé d'inscrire un moment immobilier lors des conseils d'administration des opérateurs de l'État. La trame de cet examen des sujets immobiliers est présentée dans une annexe à la circulaire budgétaire-comptable des opérateurs de l'État et des établissements publics nationaux.

Elle a vocation à être renseignée par l'opérateur puis soumise à son conseil d'administration, au moins une fois par an, lors de l'approbation du compte financier. Cette annexe est composée d'un tableau de données chiffrées et d'une partie littéraire permettant de commenter et d'expliquer ces éléments chiffrés.

Tableau de données chiffrées

Données physiques

La première partie du tableau a pour objectif de suivre les principaux indicateurs immobiliers sur le plan physique. Ces données doivent avoir été recueillies initialement lors de la rédaction des projets de SPSI et saisies dans le Référentiel Technique (RT). Elles doivent être actualisées dans le Référentiel Technique et dans l'annexe immobilière avant chaque présentation de l'annexe au conseil d'administration. Dans le cas où aucune évolution ne serait constatée, il convient tout simplement de reprendre les éléments de l'exercice précédent.

L'opérateur indiquera le nombre de bâtiments (un site peut-être composé d'un ou de plusieurs bâtiments qui doivent être bien identifiés par un numéro d'inventaire Chorus RE-FX) utilisés ainsi que la surface totale en m² de surface utile brute (SUB) totale, puis les ventilera pour chaque statut d'occupation. Pour rappel, la SUB est égale à la surface hors œuvre nette (SHON) moins les éléments structurels, les locaux techniques en étages et les caves et sous-sol. Dans le cas d'une location, la surface utile locative (SUL) peut être assimilée à la SUB.

L'opérateur indiquera le ratio de m² de surface utile nette (SUN) par poste de travail. Pour rappel, la SUN est la surface de travail, réelle ou potentielle, destinée aux résidents, comprenant les surfaces de réunion, les surfaces annexes de travail, exclusion faite des surfaces des services généraux, des logements, des services sociaux, et de toutes les zones non transformables en bureau ou salle de réunion (hall, amphithéâtre, circulations, sanitaires, vestiaires). La SUN se décompose ainsi en trois natures de surfaces : surface de bureau, surface de réunion et surface annexe de travail.

Le poste de travail se définit comme un ensemble de moyens mis à la disposition d'une ou plusieurs personnes exerçant une fonction à vocation administrative. Il se compose d'une surface de travail et de classement de premier niveau, du mobilier et des capacités de connexion.

A titre de simplification, et pour éviter une double saisie, le tableau "Données physiques" peut être remplacé par une extraction directement opérée dans l'OAD (Outil d'aide au diagnostic) à condition que les données saisies dans le RT soient à jour.

Dépenses de fonctionnement à l'€ près

L'opérateur complétera le tableau en indiquant, pour chaque poste, les dépenses cumulées sur l'année en euros. Les dépenses renseignées doivent correspondre à des conditions d'exploitation normales de l'immeuble. Ces coûts doivent intégrer les coûts « externalisés » et les coûts internes/en régie (ressources propres à l'opérateur consacrées à l'immobilier).

La ligne « locations immobilières » correspond aux loyers versés par l'opérateur aux bailleurs et ne doit pas prendre en compte les éventuels loyers perçus par l'opérateur.

Produits de cession d'immobilisations corporelles à l'€ près

Cette partie du tableau correspond aux produits des cessions en distinguant les produits afférents à des biens propres de ceux afférents à des biens domaniaux. Concernant les biens propres à l'établissement, il convient d'indiquer le produit de cession brut du bien (sans tenir compte des frais de déménagement éventuels). Concernant les biens domaniaux occupés par l'établissement, il convient d'indiquer le produit de cessions éventuellement reversé à l'établissement par le ministère de tutelle.

Opérations d'acquisitions / constructions à l'€ près

Les dépenses d'acquisition ou de construction correspondent aux acquisitions ou constructions de biens propres ou de biens domaniaux mis à disposition de l'opérateur. Le montant indiqué est celui comptabilisé en immobilisation au titre des opérations de l'exercice.

Travaux structurants à l'€ près

Les travaux structurants sont des travaux de réhabilitation, de restructuration, d'agrandissement, d'amélioration dont la réalisation augmente directement la valeur vénale de l'immeuble. Le montant indiqué est celui comptabilisé en immobilisation au titre des opérations de l'exercice.

Entretien lourd à l'€ près

Les opérations d'entretien lourd correspondent aux opérations d'entretien à la charge du propriétaire par exemple : clos et couvert du bâtiment, aménagements extérieurs (parkings, clôtures, réseau d'assainissement), installations de plomberie (eau froide et chaude, eaux usées), installations d'électricité (courant fort et système de sécurité incendie), installation de chauffage (ainsi que de ventilation et climatisation), appareils élévateurs, portes automatiques extérieures, systèmes de sécurité incendie. Le montant indiqué correspond aux immobilisations et charges comptabilisées au titre de l'exercice.

Éléments d'explication

Il convient de renseigner ces informations à caractère qualitatif à la mesure du contexte, des actions menées et des enjeux immobiliers propres à l'opérateur.

Commentaires portant sur la stratégie immobilière de l'établissement :

(exemples : avancement des opérations prévues dans le SPSI, levées des réserves de France Domaine ou du CIE, économies réalisées ou programmées,...)

Ce paragraphe doit rappeler, de manière synthétique :